



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté préfectoral du 10 MARS 2025 mettant en demeure la société ANBD de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, pour son site de RONCHEROLLES-EN-BRAY et ordonnant le paiement d'une amende administrative d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-7 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 autorisant et réglementant les activités exercées par la société ANBD ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 février 2025 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier électronique en date du 28 février 2025 ;

CONSIDÉRANT :

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société ANBD, le 25 novembre 2024, et suite à la consultation des documents transmis par l'exploitant postérieurement à la visite, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements aux dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 susvisé :

- non-conformité 1 (article 8.2.2) : la clôture autour du site n'est pas suffisamment solide et efficace ;
- non-conformité 2 (article 8.1.4) : l'exploitant a détruit la haie éparse mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sans avoir procédé à la plantation préalable de 300 mètres linéaires de haies en limite nord et est du site ;
- non-conformité 3 (article 8.1.5) : l'exploitant a détruit le bassin d'eau existant et n'a pas aménagé, au préalable, une mare au sud-est du site, dans la bande des 10 mètres non exploitée, dans le respect des modalités prévues dans son dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- non-conformité 4 (article 8.1.5) : l'exploitant a démarré ses travaux au mois de juillet 2024, sans réaliser au préalable les mesures d'accompagnement et de suivi prescrites (surveillance environnementale pré-chantier, coordination environnementale de chantier) telles que prévues dans son dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- non-conformité 5 (article 8.3.4.1 et article 8.3.1.2) : l'exploitant a extrait des matériaux jusqu'à une profondeur de cote +129,38 mNGF en s'affranchissant de la limite réglementaire de +132 mNGF ;
- non-conformité 6 (article 1.2.2 et 8.3.1.2) : l'exploitant a extrait des matériaux dans la bande des 10 mètres entre le périmètre d'exploitation et le périmètre d'autorisation, sur la parcelle B430, hors du périmètre d'autorisation, et a constitué une partie de ses merlons avec les terres de découverte sur ladite parcelle B430, en dehors du périmètre d'autorisation ;

que l'exploitant ne bénéficie pas de l'autorisation d'exploiter des matériaux situés sous la cote minimale de +133 mNGF et ne possède pas l'autorisation d'exploiter des matériaux sur la parcelle B430 ;

que ces activités d'extraction relèvent de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumise au régime de l'autorisation ;

que la constitution des merlons issus des terres de découverte de la carrière de sable, en dehors du périmètre d'autorisation, relève également des activités de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumise au régime de l'autorisation, puisque ces merlons ne sont constitués que pour accéder au gisement de sable en dessous, et que cette activité est réalisée sans l'autorisation nécessaire ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ANBD de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de RONCHEROLLES-EN-BRAY ;

que la présence de la nappe phréatique à une profondeur évaluée à +132m NGF ne permet pas de régulariser la situation, au regard de la profondeur de fouille, par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale portant sur une extraction jusqu'à +129,38 mNGF. Seule une mesure corrective de remblaiement par les matériaux identiques à ceux extraits est possible ;

que la parcelle B430 faisait partie de la demande d'autorisation environnementale déposée initialement le 4 juillet 2022, mais qu'il est ressorti de l'instruction que la société ANBD ne disposait d'aucune maîtrise foncière sur la parcelle en question. La personne propriétaire du terrain a exprimé son opposition à l'exploitation de sa parcelle à l'occasion de l'enquête publique. La régularisation de la situation, au regard de l'exploitation sur la parcelle B430, ne peut donc pas être obtenue par le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale portant sur cette parcelle. Seule une mesure corrective de remblaiement par les matériaux identiques à ceux extraits est possible ;

que l'article L. 171-7 du code de l'environnement prévoit, en pareil cas, que le préfet peut ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure, indépendamment des poursuites pénales pouvant être exercées ;

que la surveillance environnementale pré-chantier n'est plus réalisable, étant donné l'état d'avancement de l'exploitation du site, déjà trop transformé pour pouvoir faire le lien avec les espèces présentes initialement ;

que l'exploitant s'engage à remblayer le fond de fouille avec des matériaux identiques à ceux issus de l'extraction, jusqu'à retrouver la cote minimale de +133mNGF ;

que l'exploitation sans autorisation, de deux manières différentes (par la profondeur et par l'emprise au sol), alors que l'activité n'a débuté que depuis 4 mois, et le caractère récidiviste d'une exploitation non autorisée d'installation classée par la société ANBD (en référence à l'installation de stockage déchets inertes, soumise au régime de l'enregistrement, sur la commune de SAINTE-CROIX-SUR-BUCHY, en 2019) justifient que le montant de l'amende soit porté à son maximum ;

que l'exploitation sans autorisation justifie que l'activité soit suspendue dans l'attente d'une régularisation de la situation ;

que l'exploitant a apporté des éléments complémentaires dans son courriel du 28 février 2025, mais qui nécessiteront d'être récolés sur le terrain par l'inspection des installations classées et font, par conséquent, l'objet des prescriptions ci-dessous ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ANBD (SIRET n°75390282400014), dont le siège social est situé 6, route des Murs à MONTEROLIER (76680), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route du Mont du Gât à RONCHEROLLES-EN-BRAY (76440) :

1. les articles 1.2.2 et 8.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en respectant le périmètre d'autorisation du site et le périmètre d'exploitation, **sous 3 mois**. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :
 - a) cesse toute activité sur la parcelle cadastrale B430 de RONCHEROLLES-EN-BRAY et déplace son merlon situé à l'est du site au sein des parcelles B446 et B447 ;
 - b) remblaie, avec des matériaux identiques à ceux issus de l'extraction, toute emprise exploitée sur la parcelle B430 et dans la bande des 10 mètres à l'est du site et remet en place l'épaisseur de terres de découvertes sur cette emprise ;
 - c) fait constater la réalisation de cette opération par un géomètre, en informant au préalable l'inspection des installations classées de la date de passage du géomètre, et transmet le rapport et le plan du géomètre ;
2. les articles 8.3.1.2 et 8.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en cessant l'exploitation sous la cote de +133 mNGF. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant procède, **sous 1 mois**, au remblaiement du fond de fouille jusqu'à cette cote minimale, avec les matériaux identiques à l'extraction, et qu'il fait attester de l'atteinte de l'objectif par un géomètre, en informant au préalable l'inspection des installations classées de la date de passage du géomètre ;
3. l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en disposant, **sous 3 mois**, une clôture et un portail solides et efficaces autour du périmètre autorisé ;

4. l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en plantant, **sous 2 mois**, 300 mètres linéaires de haies en limites nord et est du site ;
5. l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 :
 - a) d'une part, en créant, **sous 2 mois**, une mare dans la partie sud-est, dans la bande périphérique des 10 m non exploitée, conformément aux modalités prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant ;
 - a) d'autre part, en réalisant, **sous 3 mois**, une coordination environnementale de chantier (pour la phase actuelle de chantier) suivant les modalités prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant.

Dans l'attente du respect des prescriptions des points 1.a) et 1.b) et 1.c) et du respect des prescriptions du point 2) du présent article, l'activité d'extraction de la société ANBD sur le site de RONCHEROLLES-EN-BRAY est suspendue.

Article 2

Au titre de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) est ordonnée à la société ANBD (SIRET : 75390282400014), dont le siège social est situé 6, route des Murs à MONTEROLIER (76680), pour l'exploitation irrégulière d'une installation classée.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régional des finances publiques de Normandie.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de RONCHEROLLES-EN-BRAY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen, la sous-préfète de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune de RONCHEROLLES-EN-BRAY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur régional des finances publiques de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ANBD.

Fait à ROUEN, le **10 MARS 2025**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

